

Corrigé exercice 12.03 Cas entreprise Durand

Cet exercice aborde la question du choix fiscal de l'entreprise.

1. Situation actuelle de M. Durand

En tant que salarié, Monsieur Durand est imposé sur $25\,000\text{ €} \times 0.90 = 22\,500\text{ €}$

Pour une part de quotient familial, Monsieur Durand paierait 1 791 € d'impôt (barème 2017 revenus 2016).

2. M. Durand devient auto-entrepreneur

S'agissant d'une activité de services, le chiffre d'affaires annuel limite pour 2017 s'élèvera à 33 200 € HT (seuil applicable en 2017)

Le régime « auto-entrepreneur » correspond à une simplification des formalités administratives des chefs d'entreprise et à un allègement des charges sociales, fiscales et administratives. Il se traduit par :

- Une déclaration et un paiement simplifié des cotisations et contributions sociales (le régime **micro social** simplifié)
- une déclaration et un paiement simplifié de l'impôt sur le revenu (**versement libératoire** de l'impôt sur le revenu), sur option et sous certaines conditions.
- pour les créateurs d'entreprise artisans et commerçants, la dispense d'immatriculation au registre du commerce et des sociétés ainsi qu'au répertoire des métiers, s'ils le souhaitent.

M. Durand supporterait un taux de cotisations et contributions sociales **de 23,10 %** en tant que prestataire de services.

Ce taux correspond aux cotisations sociales (maladie, retraite, allocations familiales). Une contribution de 0,30% à la formation professionnelle est à ajouter.

À la condition d'avoir opté pour le régime micro-social simplifié, et sous réserve de bénéficier d'un revenu de référence de son foyer fiscal n'excédant pas, par part de quotient familial, la limite supérieure de la troisième tranche du barème de l'impôt sur le revenu, soit 26 791 € par part de quotient familial, M. Durand supportera un versement libératoire d'impôt sur le revenu de **1,7%** de son chiffre d'affaires HT.

Il déclarera et acquittera son impôt de manière forfaitaire en même temps que ses cotisations et contributions sociales dans le cadre du régime micro social simplifié.

M. Durand acquittera par conséquent :

- au titre du micro-social simplifié : $30\,000 \times 22,70\% = 6\,810\text{ €}$
- au titre de la formation professionnelle : $30\,000 \times 0,10\% = 30\text{ €}$
- au titre du prélèvement fiscal : $30\,000 \times 1.7\% = 510\text{ €}$

Soit au total **7 350 €**

Il lui reste par conséquent $30\,000 - (850 \times 12)^1 - 7\,350^2 = \underline{\underline{12\,450\,€}}$

3. M. Durand choisit le régime « micro-BIC »

Le bénéfice imposable de M. Durand est déterminé directement par l'administration fiscale qui applique au chiffre d'affaires déclaré un abattement forfaitaire pour frais professionnels de 50 % du CA (régime des prestations de services) pour les autres activités relevant des BIC, avec un minimum d'abattement de 305 euros.

M. Durand reportera directement sur sa déclaration n° 2042 le montant de son chiffre d'affaires HT, soit 30 000 €. Son résultat imposable sera par conséquent de $30\,000 \times 50\% = 15\,000\,€$.

Pour une part de quotient familial, son impôt s'élèvera, après décote, à **105 €** (barème 2017 revenus 2016)

Il paiera **6 787 €** de charges sociales, soit :

Base	Taux	Cotisations
15 000	2,15%	323
20 173	5,10%	1029
20 173	2,90%	585
38 616	0,25%	97
Total Urssaf		2 033
15 000	4,91%	737
15 691	0,70%	110
Total Maladie		847
15 000	17,75%	2663
15 000	7,00%	1050
15 000	1,30%	195
Total Retraite BIC		3 908
		45,25%
Somme à payer		6 787

Soit au total 6 892 €³

¹ Frais généraux

³ 6 787 + 105

Il lui reste par conséquent $30\,000 - [(850 \times 12) + 6\,892] = \underline{\underline{12\,908\,€}}$

4. M. Durand choisit le régime réel

Dans ce régime, il est imposé sur son bénéfice réel qui correspond à ses produits diminués de ses charges, soit $30\,000 - (850 \times 12) = 19\,800\,€$.

Afin d'éviter une majoration de 25% de son BIC imposable, M. Durand adhérera à un centre de gestion agréé. Ses dépenses de comptabilité et d'adhésion lui coûteront alors 1 500 € pour l'année, et elles sont déductibles de son BIC, soit $19\,800 - 1\,500 = 18\,300\,€$

Ce résultat doit être diminué des cotisations sociales qui s'élèveront à 5 743 €, soit un résultat imposable de 12 557 €

Pour une part de quotient familial, et un revenu imposable de 12 557 €, il ne paie pas d'impôt (barème 2017 pour revenus 2016).

Il lui reste par conséquent $30\,000 - [(850 \times 12) + 1\,500 + 5\,743] = \underline{\underline{12\,557\,€}}$

5. M. Durand opte pour l'EIRL et formule une option pour l'IS

Depuis le 1^{er} janvier 2011, M. Durand peut créer une entreprise individuelle à responsabilité limitée. Outre le fait qui pourra séparer ses patrimoines professionnels et personnels, ce nouveau dispositif lui offre la possibilité d'opter pour l'impôt sur les sociétés, ce qui constitue une grande première puisque l'IS était jusqu'alors totalement interdit aux entrepreneurs individuels.

Si M. Durand s'alloue un salaire de 1 200 € par mois, ce salaire vient en diminution du résultat de l'entreprise, soit un résultat imposable de $30\,000 - [(850 \times 12) + 14\,400] = 5\,400\,€$

L'EIRL acquitterait l'IS réduit des PME (en supposant que les conditions requises soient remplies) de 15%, soit $5\,400\,€ \times 15\% = 810\,€$

Il supportera sur son salaire des cotisations sociales identiques à celles des gérants majoritaires d'EURL.